

De 2002 à 2009 à Madagascar : Les conditions de la détention politique

Courrier de Madagascar - Propos recueillis par Manjakahery Tsiresena - 10/12/09

De 2002 à 2009, trois sortes de détentions politiques sont survenues à Madagascar.

Il y a les détenus de 2002, issus du camp Didier Ratsiraka. Entre 2002 et 2008, il y a les détenus issus des rangs de l'opposition à Marc Ravalomanana. Et durant la crise de cette année 2009, il y a la détention de certains des partisans Marc Ravalomanana. Pour comparer les trois sortes de détentions, trois personnalités politiques ont été interrogées et ont donné leurs avis. Ces trois personnes sont, Max Fabien Andrianirina, président national de l'Association des Détenus Politiques de Madagascar (ADPM), Pety Rakotoniaina, actuel président de délégation spéciale de la commune urbaine de Fianarantsoa, et Raharinaivo Andrianantoandro, mis sous mandat de dépôt à Antanimora pour avoir participé à une manifestation de rue sans autorisation, le vendredi 11 septembre dernier à Ambohitato. Interviews

Max Fabien Andrianirina, président national de l'Association des Détenus Politiques de Madagascar (ADPM), affirme officiellement son appartenance à l'obédience Didier Ratsiraka. Il constate un inégal traitement flagrant entre les détenus politiques de 2002 et ceux de 2009.

Question : En comparaison aux détenus politiques de cette crise 2009, quel constat pouvez vous faire par rapport à vos conditions de détention en 2002 ?

Réponse : "Nous étions environ 760 à être mis en détention par le régime Marc Ravalomanana durant la crise de 2002. Certains des détenus de 2002 sont décédés durant leur période de détention. Contrairement à ce qui se passe durant cette crise de 2009, en 2002, nous n'avons pas bénéficié de droit de visite, alors qu'aujourd'hui, les partisans de Marc Ravalomanana reçoivent même la visite des diplomates dans leur lieu de détention. Nous avons subi des mauvais traitements. Certains d'entre nous ont été emprisonnés durant 5 ou 6 ans. Il a fallu l'intervention de Andry Rajoelina pour libérer nos camarades."

Est-ce que vous avez donc le sentiment d'être différent des détenus politiques actuels ?

"Non, il y a un caractère qui nous unit tous. Nous étions arrêtés à cause de nos opinions politiques. Et je réclame haut et fort qu'il faut supprimer dès maintenant les arrestations pour des raisons politiques. Il faut inclure dans la constitution de la quatrième République l'interdiction des arrestations pour des raisons politiques."

Mais vous avez fait le constat qu'il y a une inégalité de traitement entre détenus politiques de 2002 et détenus politique de 2009. Est-ce que cela ne vous agace pas ?

"Tout ce que je sais c'est que nous sommes tous malgaches. Il faut maintenant apprendre à se pardonner et à se faire pardonner. C'est la raison d'être de la vérité réconciliation. Il y a une certaine mésentente entre malgaches. Il faut s'expliquer et se pardonner. Nous sommes prêts à faire cela. Nous ne devons plus parler de mouvance mais de solidarité nationale."

En parlant de mouvance, que pensez-vous de ce qui a été décidé par les trois mouvances à Maputo dernièrement ?

"J'ai le regret de vous annoncer que la dialogue et la fraternité sont maintenant rompus entre les mouvances. Elles ont toutes oublié la population malgache et c'est triste. Maintenant, la population vit en permanence dans la crainte et moi-même, je crains un risque d'affrontement. C'est pour cette raison que j'appelle la population et les forces armées au calme. Il faut retrouver au plus vite la sagesse malgache du Fihavanana."

Pety Rakotoniaina, actuel président de la délégation spéciale de la commune urbaine de Fianarantsoa, est un ancien allié de Marc Ravalomanana. Vers la fin du 1er mandat de Ravalomanana il rejoint petit à petit le rang de l'opposition au régime de Marc Ravalomanana. Il a fini son parcours politique à la maison d'arrêt d'Antanimora, puis à la maison de force de Tsiarahy, avant d'être libéré par Andry Rajoelina durant cette année 2009.

Question : D'après vous, quelles sont les différences entre les trois cas de détentions politiques que l'on vient de vous exposer ?

Réponse : "Pour moi les détentions qui sont survenues durant la crise de 2002 et de 2009 sont issues d'un événement. Par contre, notre détention, sous le régime de Marc Ravalomanana est due à un abus de pouvoir de la part du dirigeant de l'époque. Mais ce qui nous unit, c'est que nous sommes le résultat d'un manque de règle de jeu politique claire, dans la gestion démocratique du pays."

Ne sentez vous pas avoir subi plus de dommages par rapport aux détenus politiques de cette crise 2009 ?

"Si je suis ce raisonnement, je risque de créer un esprit de vengeance. Alors que le régime de transition actuel n'est pas fait pour entreprendre des vengeances personnelles, sinon, il y aura beaucoup de détentions et d'arrestations arbitraires."

Parlant un peu d'actualité, que pensez-vous de la résolution prise par les trois anciens chefs de l'Etat à Maputo ce lundi 7 décembre 2009 ?

"Je suis indigné par les gestes de Didier Ratsiraka. Il a été mis en exil à cause du régime de Marc Ravalomanana et maintenant il crée une alliance avec Marc Ravalomanana pour une question de portefeuille ministériel. C'est triste. C'est une stratégie pour bloquer la vie du pays. Il y a une certaine complicité avec la communauté internationale, pour satisfaire les caprices de Marc Ravalomanana. J'affirme aussi, qu'il est difficile, quelle que soit la solution proposée, de partager le pouvoir avec les trois autres mouvances. Je propose la mise en place de toutes les institutions avec les personnalités disponibles à Madagascar."

Raharinaivo Andrianantoandro est un ancien député d'Ambohidratrimo. Il est le porte parole du parti politique créée par Marc Ravalomanana, le Tiako I Madagascar (TIM). Depuis le début de cette crise 2009, il a été détenu tout d'abord au siège du Comité National Mixte d'Enquête (CNME) à Ambohibao. Puis, le 15 septembre dernier, journée internationale de la démocratie, il a été mis sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt d'Antanimora. Avant d'obtenir une liberté provisoire, il a été admis à l'Hôpital HJRA Ampefiloha. Dans son interview, il a demandé à ne pas s'exprimer sur la résolution prise par les trois anciens chefs de l'Etat à Maputo.

Question : Qu'est ce qui vous a marqué le plus durant vos périodes de détention ?

Réponse : "Il y a deux choses qui m'ont beaucoup bouleversé durant mes détentions. En premier lieu, il y a le non accès à l'information. On vous punit comme des délinquants de droit commun si on trouve sur vous des téléphones ou autres moyens d'accès à l'information. En second lieu, il y a la confusion des détenus politiques avec les détenus de droit commun. J'ai entendu dire que maintenant à Antanimora, une construction d'un centre de détention pour des politiciens est en cours. Je suis triste de ne pas avoir pu profiter de ce centre durant mes périodes de détention. On m'a mêlé avec des bandits. C'est triste et déplorable."

Comment était votre détention au CNME Ambohibao ?

"Les conditions de détention ont été acceptables. Nous étions un par chambre. Nous avons pu faire des exercices de sport. Il n'y a pas eu d'exaction, mais nous n'avons pas eu droit aux visites. Puis nous étions transférés en résidence surveillée dans un autre endroit, et les conditions de détention se sont encore améliorées."

Qu'est ce qui s'est passé lorsque vous avez été mis en mandat de dépôt à Antanimora ?

"Il y a surtout le problème de promiscuité. J'ai été admis avec les prisonniers de droit commun. J'ai dû partager avec eux les salles mais aussi les puces et les tiques. Il y a aussi trop d'humidité dans la salle de détention à Antanimora. Puis j'ai été admis à l'hôpital HJRA Ampefiloha pour des raisons de santé. J'ai bénéficié d'un bon traitement à l'hôpital, mais pas d'accès à l'information."

Source : http://www.courrierdemada.com/mg/index.php?option=com_content&view=article&id=2186:de-2002-a-2009-a-madagascar--les-conditions-de-la-detention-politique&catid=34:politique&Itemid=60